



## CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

Quarante-quatrième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Vendredi 24 mai 1968,  
à 11 h 10

NEW YORK

## S O M M A I R E

	Page
<i>Point 16 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (suite) . . . . .</i>	25
<i>Point 18 de l'ordre du jour:</i>	
<i>Organisations non gouvernementales (suite) . . . . .</i>	25

*Président:* M. Manuel PEREZ GUERRERO  
(Venezuela).

## POINT 16 DE L'ORDRE DU JOUR

Plaintes relatives à des atteintes à l'exercice des droits syndicaux (*suite*\*) [E/4459 et Add.1, E/L.1206]

1. Le **PRESIDENT** invite le Président du Groupe spécial d'experts créé conformément à la résolution 2 (XXIII) de la Commission des droits de l'homme à présenter le rapport du Groupe d'experts (E/4459 et Add.1).

2. M. Ibrahima BOYE (Sénégal), parlant en tant que président du Groupe spécial d'experts, rappelle les événements à la suite desquels la Commission des droits de l'homme a été amenée à prier le Groupe d'experts de faire une enquête concernant les plaintes relatives à des violations des droits syndicaux en Afrique du Sud. Ces événements sont consignés au chapitre II du rapport (E/4459). Le Groupe d'experts s'est réuni du 11 au 22 septembre 1967, à Genève; il a étudié les plaintes émanant de la Fédération syndicale mondiale, étudié les normes internationales relatives aux droits syndicaux ainsi que la législation sud-africaine pertinente, et entendu des déclarations orales. Le Groupe d'experts, composé d'éminents juristes, a été guidé dans ses travaux par un souci d'objectivité et d'impartialité.

3. Le chapitre IV du rapport traite des normes internationales relatives aux droits syndicaux et questions connexes. Y sont reproduites les dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, de la Constitution de l'Organisation internationale du Travail, de la Déclaration de Philadelphie et de la Convention (No 87) concernant la liberté syndicale et la protection du droit syndical, adoptées respectivement par l'OIT en 1944 et 1948, de la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'un certain nombre d'autres instruments.

4. Au chapitre V, le Groupe d'experts a analysé les conclusions et recommandations du Comité de la liberté syndicale de l'OIT relatives à 15 cas antérieurs concernant l'Afrique du Sud. Dans tous ces cas, le Gouvernement de l'Afrique du Sud avait refusé de collaborer à l'examen des plaintes.

\*Reprise des débats de la 1520<sup>ème</sup> séance.

5. Le chapitre VI contient une analyse de la législation sud-africaine pertinente, notamment de la Loi de 1956 sur la conciliation dans l'industrie, sous sa forme modifiée. Aux termes de cette loi, seuls peuvent être enregistrés les syndicats formés par des "Blancs" ou par des personnes "de couleur", ainsi que les syndicats "mixtes", composés de "Blancs" et de personnes "de couleur". La constitution des syndicats "mixtes" est toutefois découragée: il a été prévu qu'aucun syndicat "mixte" nouveau ne pourrait être enregistré après la promulgation de la loi et que ceux qui étaient déjà constitués seraient tenus, à compter de cette date, de former des sections séparées pour les "Blancs" et pour les personnes "de couleur". Les syndicats africains, qui existent en fait, ne peuvent jouer aucun rôle dans le système de négociations collectives créé par la Loi sur la conciliation dans l'industrie. L'article 7 de la Loi de 1953 sur le travail des indigènes (règlement des différends) établit une procédure qui exclut toute représentation des syndicats africains.

6. Les grèves de salariés "blancs" et "de couleur" sont régies par l'article 65 de la Loi de 1956 sur la conciliation dans l'industrie, sous sa forme modifiée, qui reconnaît le droit de grève, avec certaines réserves. Les grèves des travailleurs africains sont toutefois totalement interdites aux termes de l'article 18 de la Loi de 1953 sur le travail des indigènes (règlement des différends), sous sa forme modifiée.

7. Il est également question, au chapitre VI, de la Loi de 1950 sur la répression du communisme, sous sa forme modifiée, de la Loi sur le terrorisme de 1967, et de diverses autres dispositions.

8. Au chapitre VII de son rapport, le Groupe d'experts a analysé les témoignages reçus. Le Groupe d'experts ne désire pas influencer le jugement du Conseil par ses commentaires, mais il désire simplement prier le Conseil de penser aux millions d'êtres humains d'Afrique du Sud dont le seul désir est de pouvoir vivre en paix dans leur pays natal.

## POINT 18 DE L'ORDRE DU JOUR

Organisations non gouvernementales (*suite*) [E/4476, E/4485 et Corr.1 et 2, E/L.1207/Rev.1]

9. M. HAMID (Sous-Secrétaire général à l'information publique), répondant aux questions posées à la 1521<sup>ème</sup> séance, dit que, comme l'indique le rapport du Secrétaire général (E/4476), la raison d'être de l'association des organisations non gouvernementales au Service de l'information est de mieux faire connaître et comprendre les travaux de l'Organisation des Nations Unies. La liaison avec les organisations non gouvernementales est assurée soit directement au Siège de l'ONU, où 204 organisations sont inscrites sur la liste du Service de l'information, soit par l'intermédiaire des 50 centres d'information des

Nations Unies répartis dans le monde entier. Les procédures de coopération avec les organisations par l'intermédiaire des centres d'information sont moins strictes que celles qui sont appliquées au Siège. Dans les deux cas, cependant, la politique du Service de l'information est identique: assurer la liaison avec le plus grand nombre possible d'organisations non gouvernementales, sans distinction de race, de religion ou de couleur, pour permettre une diffusion aussi large que possible des renseignements concernant l'ONU. Les moyens dont dispose le Siège étant limités, certains critères ont été posés pour l'inscription des organisations non dotées du statut consultatif auprès du Conseil. Ces critères, qui sont énoncés au paragraphe 15 du rapport, ont pour objet d'assurer la meilleure utilisation possible des services limités dont dispose le Siège. Ces critères peuvent être plus souples dans le cas des centres d'information, les demandes d'association n'étant pas aussi nombreuses.

10. On a laissé entendre que le Service de l'information aurait délibérément exclu toute possibilité d'association pour les représentants des Noirs des Etats-Unis d'Amérique, et l'on a, en particulier, cité à cet égard la Southern Christian Leadership Conference et la National Urban League. La première de ces deux organisations n'a, en fait, jamais déposé de demande d'association. Quant à la National Urban League, elle se trouve sur la liste, et le Comité exécutif des organisations non gouvernementales a eu l'honneur de compter le représentant de cette organisation parmi ses membres. Le comité d'examen du Service de l'information n'a jamais repoussé une demande pour des raisons de couleur, et il serait inutile sur le plan pratique, et injuste par ce que cela impliquerait, de prier le Service de l'information d'accorder le statut d'association aux organisations de cette catégorie.

11. Une organisation non gouvernementale doit, bien entendu, commencer par faire savoir au Service de l'information qu'elle souhaite obtenir le statut d'association. Le Service de l'information désire vivement encourager le processus d'association, qu'il considère comme un moyen légitime, utile, voire indispensable, de diffuser des renseignements concernant l'Organisation des Nations Unies. Les demandes d'inscription ne sont repoussées que lorsque la composition de l'organisation est plus locale que vraiment nationale, ou lorsque l'organisation ne souhaite pas ou n'est pas en mesure de diffuser des renseignements concernant l'ONU. Même lorsque leurs demandes sont repoussées, les organisations non gouvernementales sont rarement renvoyées les mains vides; on leur conseille dans ce cas de rester en contact avec le centre d'information de Washington.

12. La liste est révisée de temps à autre, compte tenu de la mesure dans laquelle chacune des organisations tire vraiment parti des moyens offerts. C'est ainsi que la National Association for the Advancement of Colored People, qui figurait sur la liste, a récemment fait savoir au Service de l'information que, étant donné le personnel limité dont elle dispose et l'ampleur de ses engagements dans d'autres domaines, elle ne serait pas en mesure de diffuser des renseignements concernant l'ONU. En conséquence, cette organisation a dû être rayée de la liste.

13. Se référant au paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution révisé présenté par la République-Unie de Tanzanie (E/L.1207/Rev.1), M. Hamid dit que, comme il est indiqué au paragraphe 40 du rapport du Secrétaire général (E/4476), le Service de l'information tient tout particulièrement à multiplier les contacts avec les organisations nationales non gouvernementales de toutes les régions du monde. La liaison avec les organisations nationales d'Afrique se ferait normalement par l'intermédiaire des centres d'information régionaux les plus proches, étant donné que cela serait moins onéreux et plus efficace que d'agir depuis le Siège. Par le paragraphe 12 de l'annexe I à la résolution 13 (I) de l'Assemblée générale, en date du 13 février 1946, le Secrétaire général et, par son intermédiaire, le Service de l'information ont reçu pour mission d'aider et d'encourager les organisations non gouvernementales de tout genre, désireuses de faire connaître les travaux des Nations Unies. Certains critères ont été adoptés à cette fin. En conséquence, les paragraphes 3 et 4 du projet de résolution révisé soulèveraient des difficultés d'ordre constitutionnel et pratique. En outre, des dispositions impératives comme celles qui sont contenues dans ces paragraphes ne sont pas nécessaires.

14. Certains représentants ont dit qu'il serait préférable que ce soient les organisations non gouvernementales elles-mêmes qui organisent les conférences régionales mentionnées au paragraphe 41 du rapport du Secrétaire général. Tout en approuvant l'idée à laquelle répond cette suggestion, le Service de l'information sait, grâce à la grande expérience qu'il a acquise dans les relations avec les organisations non gouvernementales, qu'il ne peut rester à l'écart d'une telle entreprise et qu'il doit fournir des encouragements et une assistance pratique limitée. Les incidences financières ne sont pas considérables, surtout si l'on tient compte des résultats que l'on peut obtenir.

15. En ce qui concerne le paragraphe 8 du dispositif du projet de résolution révisé, M. Hamid fait observer que, chaque année, le Secrétaire général soumet à l'Assemblée générale un rapport sur l'activité de l'Organisation. Ce rapport comporte un chapitre sur l'action dans le domaine de l'information et une section consacrée aux organisations non gouvernementales.

16. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que, lorsque sa délégation a demandé, à la 1521<sup>ème</sup> séance, si une demande d'association au Service de l'information présentée par l'une quelconque des organisations non gouvernementales du Royaume-Uni avait été rejetée, elle ignorait que c'était généralement le centre régional d'information le plus proche qui s'occupait de ces demandes et que le Siège ne pouvait donc fournir sur-le-champ les renseignements voulus à ce sujet. Toutefois, la délégation du Royaume-Uni aimerait disposer de renseignements plus détaillés sur les procédures de soumission et d'examen de ces demandes à l'échelon régional.

17. M. GOLDSCHMIDT (Etats-Unis d'Amérique) demande si la liste d'organisations qui figure en annexe au rapport du Secrétaire général (E/4476) comprend celles qui sont associées au Service de l'information par l'intermédiaire des centres et bureaux régionaux.

18. M. COX (Sierra Leone) demande si des organisations du type mentionné au paragraphe 4 du dispositif du projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.1) ont demandé à être associées au Service de l'information et n'ont pas été acceptées.

19. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie), pour éviter tout malentendu, répète les questions qu'il a posées à la 1521ème séance. Il a posé les questions de savoir combien d'organisations représentant les citoyens noirs des Etats-Unis ont demandé à être associées au Service de l'information, combien de ces demandes ont été rejetées, le cas échéant, et si des demandes émanant de ces organisations sont actuellement en attente. Il demande également au Sous-Secrétaire général à l'information publique d'indiquer si la convocation d'une conférence régionale d'organisations non gouvernementales en Afrique entraînerait, sur le plan pratique, des difficultés pour le Service de l'information.

20. En ce qui concerne le comité d'examen dont il est question à l'alinéa b du paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général, M. Waldron-Ramsey demande quel est, en moyenne, le délai qui s'écoule entre le dépôt d'une demande et l'annonce de la décision du comité.

21. Selon M. FORSHELL (Suède), l'application du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution révisé risque d'obliger le Secrétariat à prendre des décisions pour lesquelles il faudrait tenir compte de considérations politiques. Il demande si le Sous-Secrétaire général pense que ledit paragraphe poserait la même difficulté au Service de l'information.

22. M. HAMID (Sous-Secrétaire général à l'information publique) dit qu'à sa connaissance aucune demande d'association présentée à un centre régional de l'ONU, au Royaume-Uni ou ailleurs, n'a été rejetée. Toutefois, les organisations inscrites auprès des centres régionaux ne figurent pas sur la liste annexée au rapport du Secrétaire général (E/4476) étant donné que le Siège n'avait pas à sa disposition les renseignements nécessaires. De toute évidence, le Service de l'information ne tient aucune liste des organisations classées selon la couleur, mais l'examen des dossiers montre qu'aucune demande émanant d'une organisation nationale représentant les citoyens noirs des Etats-Unis ou du Royaume-Uni n'a été rejetée; cependant, il y a une demande de ce genre qui est en attente. Le comité du Service de l'information qui examine les demandes d'association se réunit trois ou quatre fois par an; si l'on estime que cela est souhaitable, il pourrait sans difficulté se réunir plus fréquemment.

23. Répondant au représentant de la Suède, M. Hamid dit qu'il ne serait peut-être pas opportun que le Service de l'information ait à juger l'idéologie propagée ou appuyée par une organisation non gouvernementale qui présente une demande d'association. Le Service de l'information préférerait ne pas avoir à se prononcer à cet égard.

24. En ce qui concerne la question posée par le représentant de la République-Unie de Tanzanie, le Sous-Secrétaire général à l'information publique dit que, dans la mesure où des fonds sont disponibles, la tenue d'une conférence régionale en Afrique ne

poserait au Service de l'information aucune difficulté d'ordre pratique.

25. M. KHANACHET (Koweït) pense que le Secrétariat, en tant qu'organe de l'ONU doté de responsabilités, est tenu de promouvoir les principes contenus dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme, la Déclaration des Nations Unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale et la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale. En conséquence, tout en comprenant le désir du Service de l'information d'éviter d'avoir à prendre des décisions de nature politique, il estime être du ressort du Service de l'information de prendre les mesures qui lui sont demandées en vertu du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution révisé. De toute évidence, le Service de l'information aurait l'appui de tous les Membres des Nations Unies pour appliquer ces principes en refusant d'admettre les organisations dont les buts sont ouvertement discriminatoires.

26. M. NASSINOVSKY (Union des Républiques socialistes soviétiques) dit que sa délégation aimerait avoir de plus amples renseignements sur les procédures suivies par le Service de l'information pour examiner les demandes d'association des organisations non gouvernementales. Il demande combien de candidatures ont été agréées au cours des derniers mois et si des organisations ont été exclues du fait que leurs activités étaient diffamatoires ou prêtaient à contestation. Etant donné les critères sur lesquels le Service de l'information fonde les décisions qu'il prend au sujet des candidatures, la délégation de l'Union soviétique se demande quelle suite serait donnée, par exemple, à une demande d'association présentée par une organisation telle que le Ku Klux Klan. Les pouvoirs qui seraient conférés au Service de l'information en vertu du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution révisé visent, en fait, à aider ce service à prendre les mesures qui s'imposent lorsqu'il est saisi de demandes de ce genre.

27. M. HAMID (Sous-Secrétaire général à l'information publique) dit que, lorsqu'il a exposé les critères appliqués pour examiner les demandes, il n'avait à l'esprit que les organisations qui approuvaient les principes fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies. C'est ainsi qu'il ne serait jamais donné suite à une demande émanant d'une organisation telle que le Ku Klux Klan, ouvertement opposée à ces principes. Ce qui risque d'être délicat en ce qui concerne l'application du paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution révisé (E/L.1207/Rev.1), c'est de juger des organisations qui ne sont pas officiellement ou ouvertement opposées aux principes et aux buts de l'ONU et dont les activités ne sont guère connues.

28. Depuis janvier 1967, quatre nouvelles demandes ont été agréées; aucune organisation ne s'est vue retirer son statut d'associée pour une raison ou une autre.

29. M. VARELA (Panama) demande au Secrétariat d'indiquer quelles sont les incidences financières du projet de résolution.

30. M. KASSUM (Secrétaire du Conseil) dit que les prévisions d'incidences financières établies par le

Secrétariat sont fondées sur l'hypothèse selon laquelle la conférence régionale d'organisations non gouvernementales qui est envisagée aurait lieu au siège de la Commission économique pour l'Afrique, à Addis-Abéba, immédiatement après une réunion importante de la CEA. Dans ces conditions, on pourrait avoir recours aux services de quatre interprètes engagés pour cette réunion, de sorte que leur présence n'entraînerait comme dépenses que l'indemnité de subsistance, qui s'élèverait à 180 dollars. Le coût du voyage et l'indemnité de subsistance de trois fonctionnaires du Service de l'information s'élèveraient à 4 600 dollars, et des dépenses diverses, telles que les transports locaux et les télégrammes, à 500 dollars. Selon l'hypothèse indiquée par M. Kassum, les incidences financières du paragraphe 5 du dispositif seraient donc au total de 5 280 dollars.

31. M. FORSHELL (Suède) dit que sa délégation prévoit des difficultés considérables pour le Service de l'information s'il doit décider ce qui constitue une discrimination religieuse. Un projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction a été, après de longues années de travail préparatoire, étudié par la Troisième Commission à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale et, après six semaines de délibérations, seuls le préambule et l'article premier du projet de convention ont été adoptés [voir résolution 2295 (XXII) de l'Assemblée générale]. Si des divergences de vues de cette ampleur existent en la matière entre les Etats Membres, il ne faut pas demander au Secrétariat de trancher la question.

32. M. KHANACHET (Koweït) fait observer, au sujet de la déclaration du représentant de la Suède, que le paragraphe 7 du dispositif du projet de résolution révisé s'inspire de principes de l'Organisation des Nations Unies qui sont largement acceptés et énoncés dans la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et plusieurs autres instruments. La question de la discrimination religieuse, en particulier, est mentionnée deux fois dans la Charte et a fait l'objet de résolutions adoptées par l'Assemblée générale. M. Khanachet sait quelles difficultés a rencontrées la Troisième Commission, à la vingt-deuxième session de l'Assemblée générale, lorsqu'elle a étudié le projet de convention internationale sur l'élimination de toutes les formes d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction, mais la Commission n'a pas passé le temps qu'elle a consacré à ce projet à décider si la discrimination religieuse devait être condamnée. Il serait impensable d'autoriser le Service de l'information à inclure dans ses listes des organisations dont le but déclaré est fondé sur l'idéologie nazie ou la discrimination raciale ou religieuse, ou sur une combinaison de ces trois éléments. Les membres du Conseil, non en tant que représentants d'Etats particuliers, mais collectivement, en tant que constituant l'un des organes principaux des Nations Unies, ont le devoir de ne pas trahir l'espoir et la confiance que place en eux l'humanité tout entière, et M. Khanachet est convaincu que le Conseil s'acquittera de sa responsabilité historique en défendant les principes qui ont inspiré le paragraphe 7 du dispositif.

33. M. FORSHELL (Suède) dit qu'il partage entièrement l'opinion du représentant du Koweït et que ses réserves sont uniquement fondées sur le libellé du paragraphe 7. Il propose une modification de ce paragraphe consistant à remplacer les mots "qui propagent" par "dont le but déclaré est notamment de propager".

34. M. VARELA (Panama) remercie le Secrétaire du Conseil de la réponse très complète qu'il a donnée concernant les incidences financières du paragraphe 5 du dispositif du projet de résolution révisé. Sa délégation est maintenant encore plus favorable à la réunion d'une conférence régionale en Afrique. Cela fournirait une excellente occasion aux pays neufs de ce continent de profiter de la diffusion de renseignements sur l'Organisation des Nations Unies. M. Varela estime que le paragraphe 5 est le plus constructif du projet de résolution.

35. Toutefois, il formule de graves réserves à l'égard des autres paragraphes. Si le projet de résolution doit être adopté par le Conseil, il faut qu'il soit modifié. Paradoxalement, il semble contenir précisément le genre de discrimination qu'il vise à éliminer; le paragraphe 3 du dispositif accorde une place spéciale à l'Afrique. De plus, la délégation panaméenne ne peut appuyer un texte qui accorderait une association automatique au Service de l'information. L'alinéa b du paragraphe 15 du rapport du Secrétaire général (E/4476) indique très clairement selon quelle procédure doivent être établies les listes des organisations, et l'on ne peut douter qu'une inscription automatique créerait une situation tout à fait anarchique et rendrait extrêmement difficile le travail du Service de l'information.

36. Le paragraphe 4 du dispositif fait mention d'organisations nationales qui représentent les citoyens de race noire des Etats-Unis et du Royaume-Uni, mais ce ne sont pas les seules personnes qui aient "une expérience particulière". Il existe de nombreux groupes de Noirs dans d'autres régions du monde dont l'expérience a un caractère positif, et il ne semble pas bon de faire une mention spéciale de groupes dont l'expérience a été particulièrement négative et malheureuse.

37. La délégation panaméenne pense que l'on devrait corriger le déséquilibre actuel en augmentant le nombre d'organisations appartenant à d'autres régions que l'Afrique. M. Varela est certain que le représentant de la République-Unie de Tanzanie, après avoir entendu les explications du Sous-Secrétaire général à l'information publique, pourra remanier le texte du projet de résolution de façon à ce qu'il puisse être approuvé par une très grande majorité.

38. M. WALDRON-RAMSEY (République-Unie de Tanzanie) dit qu'il croit avoir trouvé une réponse aux objections soulevées par le représentant du Panama et par d'autres délégations. Il donne lecture d'un nouveau texte révisé du projet de résolution<sup>1/</sup> qui, espère-t-il, satisfera toutes les délégations. Le libellé du nouveau paragraphe 3 du dispositif (ancien paragraphe 7) est plus approprié. Le but de ce paragraphe est, en partie, d'exclure les organisations d'Afrique du Sud qui appuient le régime de ce pays.

<sup>1/</sup> Distribué ultérieurement sous la cote E/L.1207/Rev.2.



L'amendement proposé oralement par la délégation suédoise à l'ancien paragraphe 7 pose certains problèmes; c'est pourquoi il n'a pu l'incorporer dans le texte révisé, mais il pense qu'il sera possible de parvenir à un accord à cet égard.

39. M. FORSHELL (Suède) remercie le représentant de la République-Unie de Tanzanie d'avoir révisé le texte du projet, qui est plus équilibré et plus positif.

40. M. BRADLEY (Argentine) dit que les suggestions et les observations formulées par le représentant du Panama expriment bien l'inquiétude de sa propre délégation. Etant donné les modifications apportées par le représentant de la République-Unie de Tanzanie au texte du projet de résolution, sa délégation est maintenant en mesure de l'appuyer.

41. M. VERCELES (Philippines) s'associe aux délégations qui ont félicité le représentant de la République-Unie de Tanzanie pour les révisions très utiles qu'il a faites. Il remercie le représentant du Panama d'avoir appelé l'attention du Conseil sur les difficultés inhérentes au libellé initial. La délégation philippine peut maintenant accepter le projet.

42. M. ALLEN (Royaume-Uni) dit que, en tant que représentant de l'un des pays mentionnés dans le texte initial, il est favorable au projet de résolution révisé.

43. M. VARELA (Panama) est satisfait du nouveau texte et l'appuie pleinement.

*La séance est levée à 13 h 20.*